



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Unité départementale des Alpes-Maritimes
Immeuble Nice Leader - Tour Hermès
64/66 route de Grenoble
06200 Nice

Nice, le 08/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RECORD FRANCE

ZI des Trois Moulins
544 rue des Trois Moulins
CS 60709
06600 Antibes

Référence : 2022_634
Code AIOT : 0006401175

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement RECORD FRANCE implanté 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins, 06600 Antibes. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées avec une fréquence triennale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECORD FRANCE
- 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins, CS 60709, 06600 Antibes
- Code AIOT : 0006401175
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Record France fabrique des amortisseurs pour les véhicules automobiles ainsi que pour des engins spéciaux (arroseurs agricoles ...).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation en eau
- Rejets aqueux
- Déchets
- Installations électriques
- Rétention
- Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.3.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
2	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.4.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.5.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.5.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.1.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.2.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.4.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.5.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Collecte des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.5.5.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Dispositions générales (prévention des pollutions accidentelles)	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.2.4.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Valeurs limites (consommation spécifique d'eau)	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.2.13.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Auto surveillance des rejets en eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 8.2.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 8.2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
15	Registre des déchets	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R. 541-43	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
16	Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
17	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - III.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
18	Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5	/	Mise en demeure, produits chimiques	1 mois
19	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.5.11.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Record France ne respecte pas plusieurs prescriptions réglementaires qui lui incombent. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.3.1.					
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 3.3.1. Origine des approvisionnements en eau Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : <table border="1" data-bbox="365 624 1324 707"><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Consommation maximale annuelle (m³)</th></tr><tr><td>Réseau public géré par la CGE</td><td>2800</td></tr></table>		Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle (m ³)	Réseau public géré par la CGE	2800
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle (m ³)				
Réseau public géré par la CGE	2800				
[...]					
Constats : L'exploitant présente le suivi de sa consommation en eau qu'il tient sous forme informatique (tableur) et qui indique pour l'année 2021 une consommation d'eau potable du réseau public de 3 248 m ³ , quantité supérieure aux 2 800 m ³ autorisés. La prescription n'est pas respectée. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription					
Proposition de délais : 12 mois					

N° 2 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 3.4.3. Entretien et surveillance Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. [...]
Constats : L'exploitant indique à l'inspection qu'il n'a pas procédé depuis la création du site à des investigations des réseaux d'évacuation des eaux pour s'assurer du bon état et de l'étanchéité de ceux-ci. L'inspection constate que le caniveau à grille situé sur la chaussée à l'aval du réseau d'eau pluviale au Nord-Est du terrain est partiellement bouché par des débris végétaux. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 3.5.1. Identification des effluents L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : [...] 3 - Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toitures) : les eaux pluviales issues des toitures. 4 - Les eaux pluviales de voiries, parking.
Constats : L'inspection constate sur présentation du plan des réseaux intitulé "Relevé des réseaux fluides" indice B du 7 avril 2019 que les réseaux collectant les eaux de toitures ne sont pas distincts de ceux collectant les eaux de voiries et parkings jusqu'au point de rejet vers l'extérieur du site. La prescription n'est pas respectée. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 3.5.2. Collecte des effluents [...] La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. [...]
Constats : L'inspection constate, au vu du plan transmis "Relevé des réseaux fluides" indice B du 7 avril 2019, que les eaux de toitures et celles des voiries et stationnement sont mélangées. Cela conduit à une dilution de l'effluent potentiellement pollué. La prescription n'est pas respectée. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.5.11.															
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux															
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet															
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008															
Article 3.5.11. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :															
Référence des rejets vers le milieu récepteur : N°3 et 4 (Cf. repérage du rejet sous l'article 3.5.5.)															
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations maximales (mg/l)</th></tr><tr><td>Mes</td><td>100</td></tr><tr><td>DBO₅</td><td>100</td></tr><tr><td>DCO</td><td>300</td></tr><tr><td>Azote global (azote organique, azote ammoniacal, azote oxydé)</td><td>30</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>10</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td></tr></table>		Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)	Mes	100	DBO ₅	100	DCO	300	Azote global (azote organique, azote ammoniacal, azote oxydé)	30	Phosphore total	10	Hydrocarbures totaux	10
Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)														
Mes	100														
DBO ₅	100														
DCO	300														
Azote global (azote organique, azote ammoniacal, azote oxydé)	30														
Phosphore total	10														
Hydrocarbures totaux	10														
[...].															
Constats : L'exploitant présente à l'inspection le rapport d'analyse n° 20390770-001.v0 de la société Abiolab-Asposan relatif dernier prélèvement qu'il a effectué sur le rejet des eaux pluviales le 22 septembre 2020. L'analyse indique les valeurs suivantes : MES : 35 mg/l DBO ₅ : 2,1 mg/l DCO : 51 mg/l Azote global : 7,3 mg/l Phosphore : 0,33 mg/l Hydrocarbure : 0,27 mg/l															
Les valeurs indiquées dans le rapport d'analyse respectent les valeurs de rejet autorisées au titre de la présente prescription.															
Observations : L'inspection demande à l'exploitant d'apporter, dans le cadre de la procédure contradictoire sur le rapport d'inspection, son analyse avec tous les éléments d'appréciation sur le rapport DCO/DBO ₅ issu de rapport d'analyse n° 20390770-001.v0 de la société Abiolab-Asposan relatif au prélèvement effectué sur le rejet des eaux pluviales le 22 septembre 2020.															
Type de suites proposées : Sans suite															
Proposition de suites : Sans objet															

N° 6 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 4.1.2. Séparation des déchets L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]
Constats : L'inspection constate, dans une benne, la présence de déchets métalliques en mélange avec des amortisseurs chargés d'huile mis au rebut. L'exploitant communique la fiche de données de sécurité n° 30581, version 1 du 10/06/2021 de l'huile hydraulique Equivis ZS 22 de la société TotalEnergies qui classe le produit comme non dangereux au titre du règlement (CE) n° 1272/2008. Dans une autre benne, l'inspection constate l'entreposage de déchets métalliques (chutes de tôles notamment) avec des boues ainsi que des emballages alimentaires. Ces déchets de nature différentes ne font pas l'objet d'un même processus de traitement. Par ailleurs, les boues dont l'origine n'a pas été clairement précisée peuvent présenter des propriétés leur conférant le caractère de déchets dangereux. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des AlpesMaritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Installations électriques - Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.2.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 6.2.3. Installations électriques - Mise à la terre Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : L'exploitant présente à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques de son établissement (Rapport n° 7818580/1.28.1.R du 4 mars 2022 de la société Bureau Veritas) pour une vérification effectuée du 1 ^{er} au 3 mars 2022. Ce rapport fait état de 21 observations relatives à la non-conformité des installations électriques dont certaines déjà relevées il y a plusieurs années (jusqu'à l'année 2015). Il indique par ailleurs que certaines installations n'ont pu être vérifiées : - "À chaque bâtiment - Prise de terre : terre des masses BT", - test partiel des dispositifs différentiels - "l'état interne de l'appareillage des matériels HT et des dispositifs de verrouillage associés". La prescription n'est pas respectée, certaines parties de l'installation n'ayant pas été vérifiées ou faisant l'objet de non-conformité par rapport à la réglementation en vigueur. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.4.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 6.4.3. Rétentions Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. [...]
Constats : L'inspection constate à l'intérieur des locaux et en de multiples points, la présence de récipients (bidons de 20 litres essentiellement) contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sans dispositifs de rétention. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 6.5.2. Entretien des moyens d'intervention Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection les pièces relatives au contrôle des moyens d'intervention suivants : - Extincteurs : Rapport n° 1641821 du 5 septembre 2022 de la société Chubb - Robinets d'incendie armés : Rapport n° 1641822 du 5 septembre 2022 de la société Chubb L'exploitant fait procéder à des contrôles des extincteurs et robinets d'incendie armés par un prestataire extérieur. L'exploitant n'a pas déterminé les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de l'ensemble des moyens d'intervention. Il n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le registre idoine. La prescription n'est pas respectée. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Collecte des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 6.5.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008</p> <p>Article 6.5.5.2. Collecte des eaux susceptibles d'être polluées L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent (rétention propre des bâtiments). Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>Constats : L'inspection constate au vu du plan fourni (relevés des réseaux fluides du 07/04/2019 indice B) et des éléments visibles sur le terrain que la rétention de la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction n'est pas prévue. L'exploitant dispose uniquement d'un bassin, dont la disponibilité permanente et la capacité ne sont pas confirmées et qui ne collecte qu'une partie des surfaces de l'installation. Les eaux ruisselant sur les chaussées ne sont pas en mesure d'être contenues (géométrie, ...) malgré la présence d'un dispositif d'obturation (ballon) sur le réseau d'eau pluviale du site.</p> <p>Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes, de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Dispositions générales (prévention des pollutions accidentelles)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.2.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008</p> <p>Article 7.2.4.1. Dispositions générales [...] Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]</p> <p>Constats : L'inspection constate que la rétention contenant les 3 bacs (500 litres, 1 500 litres et un autre bac d'un volume supérieur à 1 500 litres) des eaux de chimie ne dispose pas d'un déclencheur d'alarme à son point bas. La prescription n'est pas respectée.</p> <p>Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Valeurs limites (consommation spécifique d'eau)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.2.13.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 7.2.13.2. Valeurs limites La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection un tableur informatique intitulé "Bilan eau" sur lequel est répertorié notamment, de manière annuelle avec détail mensuel ou bimestriel, les volumes d'eau utilisés dans le process, le nombre d'amortisseurs produits ainsi qu'un ratio de consommation d'eau par amortisseur. Ce tableur comporte jusqu'aux données du mois d'août 2022. Les informations contenues dans ce tableur ne permettent pas de vérifier le respect de la consommation spécifique maximale de 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. La prescription n'est pas respectée. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Auto surveillance des rejets en eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 8.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets en eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 8.2.3. Auto surveillance des rejets en eaux pluviales Une mesure annuelle, des paramètres repris à l'article 3.5.11, est effectuée aux points de rejets 3 et 4 des eaux pluviales sur un échantillon représentatif. Constats : L'exploitant indique que le dernier prélèvement des eaux pluviales pour analyse a été effectué le 22 septembre 2020 (rapport d'analyse n° 20390770-001-v0 de la société Abiolab-Asposan). Ce prélèvement date de deux ans alors que la fréquence définie pour l'auto-surveillance est de 1 an. Par ailleurs, le rapport d'analyse ne permet pas non plus d'identifier clairement la nature de l'effluent rejeté du fait des mentions suivantes qui y sont portées : "Type d'analyse : Rejet assainissement" "Lieu de prélèvement : Eau de pluie" "Origine de l'eau : Eau de pluie" "Nature de l'échantillon : Eaux usées" La prescription n'est pas respectée. Aussi l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 8.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008</p> <p>Article 8.2.4. Auto surveillance des niveaux sonores Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Cette campagne portera sur l'ensemble du site : l'exploitant proposera donc, sur la base d'un avis d'expert, les points où il y a lieu de procéder aux mesures à la fois en limite de propriété et à la fois en zones à émergence réglementée. Les points de mesure ainsi que les intervalles d'analyse devront être justifiés au regard, d'une part, de l'activité et des installations du site, et d'autre part, de son environnement.</p> <p>Constats : L'inspection constate la présence d'équipements émettant un niveau sonore élevé. L'exploitant ne dispose que de mesure de bruit effectuées le 10 septembre 2014 (rapport n° CB704/2.725.610/1/1/1 du 11 septembre 2014). L'exploitant ne respecte pas la fréquence triennale des mesures. La prescription n'est pas respectée.</p> <p>Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Code de l'environnement</p> <p>Article R. 541-43 I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p>

<p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>À compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>[...]</p> <p>III.- Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : L'exploitant présente à l'inspection son registre des déchets qui ne répertorie que les évacuations des eaux de chimie et des effluents chromiques alors que son activité génère la production d'autres types de déchets. Ce registre ne présente pas la forme requise définie par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant confirme à l'inspection qu'il ne dispose pas d'un accès au registre national des déchets.</p> <p>La prescription n'est pas respectée.</p> <p>Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>
--

N° 16 : Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Autre, Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets Article 4: II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. [...]
Constats : L'exploitant confirme à l'inspection : - que son établissement génère sur son site d'Antibes plus de 2 tonnes de déchets dangereux par an, - qu'il n'établit pas de déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets. L'inspection constate que l'établissement a généré plus de 2 tonnes de déchets dangereux sur l'année 2021 au vu du registre des déchets répertoriant seulement une partie des quantités de déchets dangereux produits et évacués (57 tonnes estimées) et qu'aucune déclaration n'est présente sur le site internet https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr dédié à cet effet. La prescription n'est pas respectée. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : Au plus tard le 31 mars 2023

N° 17 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - III.
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples</p> <p>Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant exploite des équipements sous pression sur son installation (présence d'un réseau d'air comprimé, de récipients, ...). L'exploitant ne dispose pas pour son établissement de la liste des équipements sous pression qu'il exploite. La prescription n'est pas respectée.</p> <p>Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques (Titre V : art 37 à 39)</p> <p>Article 37 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p> <p>Constats : L'inspection constate lors de la visite du 22 septembre 2022 que l'exploitant emploi de la sciure de bois pour absorber les égouttures des divers produits liquides qu'il emploie notamment les huiles. Lors de l'inspection du 21 octobre 2019, il avait également été observé cette pratique non conforme aux dispositions des fiches de données sécurité des produits employés qui ne préconisent pas l'emploi de matériaux combustibles tel que la sciure de bois.</p> <p>La prescription n'est pas respectée.</p> <p>Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Article 8 Gestion des produits. [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p> <p>Constats : L'inspection constate l'absence d'étiquetage réglementaire des contenants (GRV plastique, cuves métalliques contenant les produits suivants OS 5409 Ecocool S100, Oleo 68, Mecagreen 127 et Stadidop Z), situés sur une rétention couverte (appentis) à l'Est du site.</p> <p>Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription citée ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois